

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Vu l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Kaâda 1426 correspondant au 3 décembre 2005 fixant les modalités de classification professionnelle des entreprises ou groupes d'entreprises intervenant dans le cadre du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 11 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer les modalités de classification des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

Art. 2. — La classification professionnelle est déterminée, conformément aux dispositions de l'article 8 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, susvisé, sur la base des critères suivants :

- l'effectif (EF) affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement de l'entreprise, du groupe d'entreprises et du groupement d'entreprises (E) de 5 % à 15 % de l'effectif global, affecté d'une note E égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

- le nombre de recrutement d'apprentis (RA) affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB3 ;

- les plans réalisés de formation, de perfectionnement et de recyclage (PF), affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB4 ;

- la valeur des moyens matériels (VM) affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5.

Pour les entreprises spécialisées, l'évaluation de ce critère est calculée sur la base d'une augmentation de 25 % de la valeur des moyens matériels d'intervention :

- le capital social (CS) affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6.

MINISTERE DE L'HABITAT, DE L'URBANISME ET DE LA VILLE

Arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant les modalités de classification des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

— — — —

Le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche,

Le ministre des ressources en eau et de l'environnement,

Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,

Le ministre des travaux publics,

La ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Pour les personnes physiques, le coefficient est bonifié à 1 et une note CS égale à 1 leur est attribuée ;

— le chiffre d'affaires (CA) affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient, bonificateur CB7 ;

— les documents administratifs (DA) affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB8 ;

— les certifications et les mises à niveau (CMN) affectées d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB9.

Ces critères selon la note totale NT donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E)] + (CB3 \times RA) + (CB4 \times PF) + (CB5 \times VM) + (CB6 \times CS) + (CB7 \times CA) + (CB8 \times DA) + (CB9 \times CMN).$$

La formule laquelle détermine la classification professionnelle de l'entreprise, du groupe d'entreprises et du groupement d'entreprises dans la catégorie concernée conformément aux tableaux A, B, C, D et E joints en annexes du présent arrêté, relatifs à chacun des secteurs.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article 9 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, suvisé, les entreprises et groupes d'entreprises nouvellement créés, n'ayant pas encore réalisé un exercice fiscal, sont classifiés sur la base des trois (3) critères suivants :

— l'effectif (EF) affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB 1 comprenant un encadrement de l'entreprise ou groupes d'entreprises de 5 à 15 % de l'effectif global, affecté d'une note E égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— la valeur des moyens matériels (VM) propres ou mobilisables affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5 ;

— le capital social (CS) de l'entreprise ou du groupe d'entreprises affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6.

Ces critères selon la note totale NT donnent la formule suivante :

$$NT = [(CB1 \times EF) \times (CB2 \times E)] + (CB5 \times VM) + (CB6 \times CS).$$

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 10 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, suvisé, les groupements d'entreprises, nouvellement créés, sont classifiés sur la base des critères suivants :

— l'effectif (EF) de l'ensemble des entreprises constituant le groupement affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB1 comprenant un encadrement de 5 à 15% de l'effectif global, affecté d'une note E égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB2 ;

— le nombre de recrutement d'apprentis (RA) affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB3 ;

— les plans réalisés de formation, de perfectionnement et de recyclage (PF) au profit de l'effectif déclaré, affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB4 ;

— la valeur des moyens matériels d'intervention (VM) propres de l'ensemble des entreprises constituant le groupement affectée d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB5 ;

— le capital social (CS) du chef de file du groupement ou du groupement lui-même lorsqu'il a été créé avec un capital affecté d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB6 ;

— le chiffre d'affaires (CA) des trois (3) dernières années, réalisé dans le secteur du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications de l'ensemble des entreprises constituant le groupement affecté d'une note allant de 1 à 9 et d'un coefficient bonificateur CB7 ;

— les documents administratifs (DA) délivrés par le ou les maîtres d'ouvrages et attestant de la nature des travaux, de leur importance, de la catégorie des ouvrages réalisés, de leur coût et de leur qualité technique ainsi que le respect des délais de réalisation fixés contractuellement de l'ensemble des entreprises constituant le groupement affectés d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB8 ;

— les certifications et les mises à niveau (CMN) des entreprises constituant le groupement affectées d'une note égale à 1 et d'un coefficient bonificateur CB9.

Art. 5. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du Aouel Dhou El Kaâda 1426 correspondant au 3 décembre 2005, susvisé, sont abrogées.

Art. 6. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016.

Le ministre de l'agriculture,
du développement rural
et de la pêche

Sid Ahmed FERROUKHI

Le ministre
des ressources en eau
et de l'environnement

Abdelouahab NOURI

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme et de la ville

Abdelmadjid TEBBOUNE

Le ministre
des travaux publics

Abdelkader OUALI

La ministre de la poste et des technologies
de l'information et de la communication

Houda Imane FARAOUN

ANNEXE A

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : BATIMENT

Effectif (EF)			Encadrement (E) en %				Recrutement d'apprentis (RA)				Plans réalisés de formation (PF)				Valeur des moyens matériels (VM) en 10 ³ DA				Capital social (CS) en 10 ³ DA				Chiffre d'affaires (CA) en 10 ³ DA				Documents administratifs (DA)				Certifications et mises à niveau (CMN)				Classification			
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	NRA	CB ₃	RA	T ₃	PF en %	CB ₄	PF	T ₄	VM en 10 ³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10 ³	CB ₆	C ₃	T ₆	CA en 10 ³	CB ₇	CA	T ₇	DA	CB ₈	DA	T ₈	CMN	CB ₉	CMN	T ₉	Note totale	Catégorie	
1 à 10	1	1	1	5%	1	1	1	1 à 4	0,5	1	0,5	0 < PF ≤ 0,30%	0,5	1	0,5	VM ≤ 10 000	1	1	1,0	CS ≤ 100	1	1	1	1	CA ≤ 6 000	0,7	1	0,7	A	1	1	1	N1	15	1	15	NT ≤ 7,2	I
11 à 20	1	2	2	6%	1,1	1	1,1	5 à 14	1	1	1	0,30% < PF ≤ 0,60%	1	1	1	10 000 < VM ≤ 20 000	1	2	2,0	100 < CS ≤ 5 000	2	1	2	2	6 000 < CA ≤ 24 000	0,8	2	1,6	B	2	1	2	N1	15	1	15	7,2 < NT ≤ 13,3	II
21 à 50	1	3	3	7%	1,3	1	1,2	5 à 14	1	1	1	0,60% < PF ≤ 0,90%	1,5	1	1,5	20 000 < VM ≤ 40 000	1	3	3,0	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	3	24 000 < CA ≤ 60 000	0,9	3	2,7	B	2	1	2	N1	15	1	15	13,3 < NT ≤ 18,3	III
51 à 100	1	4	4	8-10%	1,4	1	1,4	15 à 19	1,5	1	1,5	0,90% < PF ≤ 1,20%	2	1	2	40 000 < VM ≤ 80 000	1	4	4,0	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	4	60 000 < CA ≤ 120 000	1	4	4,0	C	3	1	3	N2	3	1	3	18,3 < NT ≤ 27,1	IV
101 à 300	1	5	5	11%	1,5	1	1,5	15 à 19	1,5	1	1,5	1,20% < PF ≤ 1,60%	2,5	1	2,5	80 000 < VM ≤ 160 000	1,5	5	7,5	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	5	120 000 < CA ≤ 360 000	1,1	5	5,5	C	3	1	3	N2	3	1	3	27,1 < NT ≤ 35,5	V
301 à 600	1	6	6	12%	1,6	1	1,6	20 à 29	2	1	2	1,60% < PF ≤ 2,0%	3	1	3	160 000 < VM ≤ 320 000	1,5	6	9,0	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	6	360 000 < CA ≤ 720 000	1,2	6	7,2	D	4	1	4	N2	3	1	3	35,5 < NT ≤ 43,8	VI
601 à 1000	1	7	7	13%	1,7	1	1,7	20 à 29	2	1	2	2,0% < PF ≤ 2,50%	3,5	1	3,5	320 000 < VM ≤ 640 000	1,5	7	10,5	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	7	720 000 < CA ≤ 1 200 000	1,3	7	9,1	D	4	1	4	N3	45	1	45	43,8 < NT ≤ 52,5	VII
1001 à 2000	1	8	8	14%	1,8	1	1,8	29 < RA	2,5	1	2,5	2,50% < PF ≤ 3,0%	4	1	4	640 000 < VM ≤ 1 280 000	1,5	8	12,0	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	8	1 200 000 < CA ≤ 2 400 000	1,4	8	11,2	E	5	1	5	N3	45	1	45	52,5 < NT ≤ 61,6	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15%	2	1	2	29 < RA	2,5	1	2,5	3,0% < PF	4,5	1	4,5	1 280 000 < VM	1,5	9	13,5	40 000 < CS	9	1	9	9	2 400 000 < CA	1,5	9	13,5	E	5	1	5	N3	45	1	45	61,6 < NT ≤ 70,5	IX

ANNEXE B

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : TRAVAUX PUBLICS

Effectif (EF)				Encadrement (E) en %				Recrutement d'apprentis (RA)				Plans réalisés de formation (PF)				Valeur des moyens matériels (VM) en 10 ³ DA				Capital social (CS) en 10 ³ DA				Chiffre d'affaires (CA) en 10 ³ DA				Documents administratifs (DA)				Certifications et mises à niveau (CMN)				Classification	
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	NRA	CB ₃	RA	T ₃	PF en %	CB ₄	PF	T ₄	VM en 10 ³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10 ³	CB ₆	C ₉	T ₆	CA en 10 ³	CB ₇	CA	T ₇	DA	CB ₈	DA	T ₈	CMN	CB ₉	CMN	T ₉	Note totale	Catégorie
1 à 5	1	1	1	5%	1	1	1	1 à 4	0,5	1	0,5	0 < PF ≤ 0,30%	0,5	1	0,5	VM ≤ 15 000	2,5	1	2,5	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 8 000	1,8	1	1,8	A	1	1	1	NI	15	1	15	NT ≤ 9.8	I
6 à 15	1	2	2	6%	1,1	1	1,1	5 à 14	1	1	1	0,30% < PF ≤ 0,60%	1	1	1	15 000 < VM ≤ 30 000	2,5	2	5,0	100 < CS ≤ 5 000	2	1	2	8 000 < CA ≤ 30 000	1,8	2	3,6	B	2	1	2	NI	15	1	15	9.8 < NT ≤ 18.3	II
16 à 30	1	3	3	7%	1,3	1	1,2	5 à 14	1	1	1	0,60% < PF ≤ 0,90%	1,5	1	1,5	30 000 < VM ≤ 60 000	2,5	3	7,5	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	30 000 < CA ≤ 70 000	1,8	3	5,4	B	2	1	2	NI	15	1	15	18.3 < NT ≤ 25.5	III
31 à 70	1	4	4	8-10%	1,4	1	1,4	15 à 19	1,5	1	1,5	0,90% < PF ≤ 1,20%	2	1	2	60 000 < VM ≤ 120 000	2,5	4	10,0	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	70 000 < CA ≤ 140 000	1,8	4	7,2	C	3	1	3	N2	3	1	3	25.5 < NT ≤ 36.3	IV
71 à 250	1	5	5	11%	1,5	1	1,5	15 à 19	1,5	1	1,5	1,20% < PF ≤ 1,60%	2,5	1	2,5	120 000 < VM ≤ 240 000	2,5	5	12,5	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	140 000 < CA ≤ 280 000	1,8	5	9,0	C	3	1	3	N2	3	1	3	36.3 < NT ≤ 44.0	V
251 à 500	1	6	6	12%	1,6	1	1,6	20 à 29	2	1	2	1,60% < PF ≤ 2,0%	3	1	3	240 000 < VM ≤ 480 000	2,5	6	15,0	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	280 000 < CA ≤ 500 000	1,8	6	10,8	D	4	1	4	N2	3	1	3	44.0 < NT ≤ 53.4	VI
501 à 900	1	7	7	13%	1,7	1	1,7	20 à 29	2	1	2	2,0% < PF ≤ 2,50%	3,5	1	3,5	480 000 < VM ≤ 800 000	2,5	7	17,5	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	500 000 < CA ≤ 800 000	1,8	7	12,6	D	4	1	4	N3	45	1	45	53.4 < NT ≤ 63.0	VII
901 à 1 500	1	8	8	14%	1,8	1	1,8	29 < Ra	2,5	1	2,5	2,50% < PF ≤ 3,0%	4	1	4	800 000 < VM ≤ 1 500 000	2,5	8	20,0	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	800 000 < CA ≤ 1 500 000	1,8	8	14,4	E	5	1	5	N3	45	1	45	63.0 < NT ≤ 72.8	VIII
Au delà de 1 500	1	9	9	15%	2	1	2	29 < Ra	2,5	1	2,5	3,0% < PF	4,5	1	4,5	1 500 000 < VM	2,5	9	22,5	40 000 < CS	9	1	9	1 500 000 < CA	1,8	9	16,2	E	5	1	5	N3	45	1	45	72.8 < NT ≤ 82.2	IX

ANNEXE C

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : RESSOURCES EN EAU

Effectif (EF)				Encadrement (E) en %				Recrutement d'apprentis (RA)				Plans réalisés de formation (PF)				Valeur des moyens matériels (VM) en 10 ³ DA				Capital social (CS) en 10 ³ DA				Chiffre d'affaires (CA) en 10 ³ DA				Documents administratifs (DA)				Certifications et mises à niveau (CMN)				Classification	
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	NRA	CB ₃	RA	T ₃	PF en %	CB ₄	PF	T ₄	VM en 10 ³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10 ³	CB ₆	C ₅	T ₆	CA en 10 ³	CB ₇	CA	T ₇	DA	CB ₈	DA	T ₈	CMN	CB ₉	CMN	T ₉	Note totale	Catégorie
1 à 10	1	1	1	5%	1	1	1	1 à 4	0,5	1	0,5	0 < PF ≤ 0,30%	0,5	1	0,5	VMM ≤ 5 000	1	1	1,0	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 5 000	1	1	1	A	1	1	1	N1	15	1	15	NT ≤ 7,5	I
11 à 20	1	2	2	6%	1,1	1	1,1	5 à 14	1	1	1	0,30% < PF ≤ 0,60%	1	1	1	5 000 < VMM ≤ 10 000	1	2	2,0	100 < CS ≤ 500	2	1	2	5 000 < CA ≤ 10 000	1,1	2	2,2	B	2	1	2	N1	15	1	15	7,5 < NT ≤ 13,9	II
21 à 50	1	3	3	7%	1,3	1	1,2	5 à 14	1	1	1	0,60% < PF ≤ 0,90%	1,5	1	1,5	10 000 < VMM ≤ 15 000	1,1	3	3,3	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	10 000 < CA ≤ 20 000	1,2	3	3,6	B	2	1	2	N1	15	1	15	13,9 < NT ≤ 19,5	III
51 à 100	1	4	4	8-10%	1,4	1	1,4	15 à 19	1,5	1	1,5	0,90% < PF ≤ 1,20%	2	1	2	15 000 < VMM ≤ 50 000	1,2	4	4,8	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	20 000 < CA ≤ 60 000	1,3	4	5,2	C	3	1	3	N2	3	1	3	19,5 < NT ≤ 29,1	IV
101 à 300	1	5	5	11%	1,5	1	1,5	15 à 19	1,5	1	1,5	1,20% < PF ≤ 1,60%	2,5	1	2,5	50 000 < VMM ≤ 80 000	1,5	5	7,5	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	60 000 < CA ≤ 100 000	1,4	5	7,0	C	3	1	3	N2	3	1	3	29,1 < NT ≤ 37,0	V
301 à 600	1	6	6	12%	1,6	1	1,6	20 à 29	2	1	2	1,60% < PF ≤ 2,0%	3	1	3	80 000 < VMM ≤ 200 000	1,6	6	9,6	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	100 000 < CA ≤ 300 000	1,5	6	9,0	D	4	1	4	N2	3	1	3	37,0 < NT ≤ 46,2	VI
601 à 1000	1	7	7	13%	1,7	1	1,7	20 à 29	2	1	2	2,0% < PF ≤ 2,50%	3,5	1	3,5	200 000 < VMM ≤ 400 000	1,7	7	11,9	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	300 000 < CA ≤ 600 000	1,6	7	11,2	D	4	1	4	N3	45	1	45	46,2 < NT ≤ 56,0	VII
1001 à 2000	1	8	8	14%	1,8	1	1,8	29 < Ra	2,5	1	2,5	2,50% < PF ≤ 3,0%	4	1	4	400 000 < VMM ≤ 900 000	1,8	8	14,4	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	600 000 < CA ≤ 1 500 000	1,7	8	13,6	E	5	1	5	N3	45	1	45	56,0 < NT ≤ 66,4	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15%	2	1	2	29 < Ra	2,5	1	2,5	3,0% < PF	4,5	1	4,5	900 000 < VMM	1,9	9	17,1	40 000 < CS	9	1	9	1 500 000 < CA	1,8	9	16,2	E	5	1	5	N3	45	1	45	66,4 < NT ≤ 76,8	IX

ANNEXE D

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : TRAVAUX FORESTIERS

Effectif (EF)				Encadrement (E) en %				Recrutement d'apprentis (RA)				Plans réalisés de formation (PF)				Valeur des moyens matériels (VM) en 10 ³ DA				Capital social (CS) en 10 ³ DA				Chiffre d'affaires (CA) en 10 ³ DA				Documents administratifs (DA)				Certifications et mises à niveau (CMN)				Classification		
EF	CB ₁	EF	T ₁	E en %	CB ₂	E	T ₂	NRA	CB ₃	RA	T ₃	PF en %	CB ₄	PF	T ₄	VM en 10 ³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10 ³	CB ₆	C ₅	T ₆	CA en 10 ³	CB ₇	CA	T ₇	DA	CB ₈	DA	T ₈	CMN	CB ₉	CMN	T ₉	Note totale	Catégorie	
1 à 10	1	1	1	5%	1	1	1	1 à 4	0,5	1	0,5	0 < PF ≤ 0,30%	0,5	1	0,5	VM ≤ 5 000	1	1	1,0	CS ≤ 100	1	1	1	1	CA ≤ 5 000	0,7	1	0,7	A	1	1	1	N1	15	1	15	NT ≤ 7,2	I
11 à 20	1	2	2	6%	1,1	1	1,1	5 à 14	1	1	1	0,30% < PF ≤ 0,60%	1	1	1	5 000 < VM ≤ 10 000	1,1	2	2,2	100 < CS ≤ 500	2	1	2	2	5 000 < CA ≤ 10 000	0,8	2	1,6	B	2	1	2	N1	15	1	15	7,2 < NT ≤ 13,5	II
21 à 50	1	3	3	7%	1,3	1	1,2	5 à 14	1	1	1	0,60% < PF ≤ 0,90%	1,5	1	1,5	10 000 < VM ≤ 15 000	1,2	3	3,6	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	3	10 000 < CA ≤ 40 000	0,9	3	2,7	B	2	1	2	N1	15	1	15	13,5 < NT ≤ 18,9	III
51 à 100	1	4	4	8-10%	1,4	1	1,4	15 à 19	1,5	1	1,5	0,90% < PF ≤ 1,20%	2	1	2	15 000 < VM ≤ 50 000	1,3	4	5,2	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	4	40 000 < CA ≤ 80 000	1	4	4,0	C	3	1	3	N2	3	1	3	18,9 < NT ≤ 28,3	IV
101 à 300	1	5	5	11%	1,5	1	1,5	15 à 19	1,5	1	1,5	1,20% < PF ≤ 1,60%	2,5	1	2,5	50 000 < VM ≤ 100 000	1,4	5	7,0	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	5	80 000 < CA ≤ 120 000	1,1	5	5,5	C	3	1	3	N2	3	1	3	28,3 < NT ≤ 35,0	V
301 à 600	1	6	6	12%	1,6	1	1,6	20 à 29	2	1	2	1,60% < PF ≤ 2,0%	3	1	3	100 000 < VM ≤ 250 000	1,5	6	9,0	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	6	120 000 < CA ≤ 400 000	1,2	6	7,2	D	4	1	4	N2	3	1	3	35,0 < NT ≤ 43,8	VI
601 à 1000	1	7	7	13%	1,7	1	1,7	20 à 29	2	1	2	2,0% < PF ≤ 2,50%	3,5	1	3,5	250 000 < VM ≤ 500 000	1,6	7	11,2	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	7	400 000 < CA ≤ 800 000	1,3	7	9,1	D	4	1	4	N3	45	1	45	43,8 < NT ≤ 53,2	VII
1001 à 2000	1	8	8	14%	1,8	1	1,8	29 < Ra	2,5	1	2,5	2,50% < PF ≤ 3,0%	4	1	4	500 000 < VM ≤ 1 000 000	1,7	8	13,6	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	8	800 000 < CA ≤ 1 200 000	1,4	8	11,2	E	5	1	5	N3	45	1	45	53,2 < NT ≤ 63,2	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15%	2	1	2	29 < Ra	2,5	1	2,5	3,0% < PF	4,5	1	4,5	1 000 000 ≤ VM	1,8	9	16,2	40 000 < CS	9	1	9	9	1 200 000 < CA	1,5	9	13,5	E	5	1	5	N3	45	1	45	63,2 < NT ≤ 73,2	IX

ANNEXE E

TABLEAU DE CLASSIFICATION DES ENTREPRISES, GROUPES D'ENTREPRISES ET GROUPEMENTS D'ENTREPRISES

SECTEUR : INFRASTRUCTURES PASSIVES DES TELECOMMUNICATIONS

Effectif (EF)				Encadrement (E) en %				Recrutement d'apprentis (RA)				Plans réalisés de formation (PF)				Valeur des moyens matériels (VM) en 10 ³ DA				Capital social (CS) en 10 ³ DA				Chiffre d'affaires (CA) en 10 ³ DA				Documents administratifs (DA)				Certifications et mises à niveau (CMN)				Classification	
EF	CB ₁	EF	T ₁	E	CB ₂	E	T ₂	NRA	CB ₃	RA	T ₃	PF en %	CB ₄	PF	T ₅	VM en 10 ³	CB ₅	VM	T ₅	CS en 10 ³	CB ₆	CS	T ₆	CA en 10 ³	CB ₇	CA	T ₇	DA	CB ₈	DA	T ₈	CMN	CB ₉	DA	T ₉	Note totale	Caté-gorie
1 à 10	1	1	1	5%	1	1	1	1 à 4	0,5	1	0,5	0 < PF ≤ 0,30%	0,5	1	0,5	VM ≤ 5 000	1	1	1,0	CS ≤ 100	1	1	1	CA ≤ 5 000	0,7	1	0,7	A	1	1	1	N1	15	1	15	NT ≤ 7.2	I
11 à 20	1	2	2	6%	1,1	1	1,1	5 à 14	1	1	1	0,30% < PF ≤ 0,60%	1	1	1	5 000 < VM ≤ 10 000	1,1	2	2,2	100 < CS ≤ 500	2	1	2	5 000 < CA ≤ 10 000	0,8	2	1,6	B	2	1	2	N1	15	1	15	7.2 < NT ≤ 13.5	II
21 à 50	1	3	3	7%	1,3	1	1,2	5 à 14	1	1	1	0,60% < PF ≤ 0,90%	1,5	1	1,5	10 000 < VM ≤ 15 000	1,2	3	3,6	500 < CS ≤ 1 000	3	1	3	10 000 < CA ≤ 20 000	0,9	3	2,7	B	2	1	2	N1	15	1	15	13.5 < NT ≤ 18.9	III
51 à 100	1	4	4	8-10%	1,4	1	1,4	15 à 19	1,5	1	1,5	0,90% < PF ≤ 1,20%	2	1	2	15 000 < VM ≤ 50 000	1,3	4	5,2	1 000 < CS ≤ 2 000	4	1	4	20 000 < CA ≤ 60 000	1	4	4,0	C	3	1	3	N2	3	1	3	18.9 < NT ≤ 28.3	IV
101 à 300	1	5	5	11%	1,5	1	1,5	15 à 19	1,5	1	1,5	1,20% < PF ≤ 1,60%	2,5	1	2,5	50 000 < VM ≤ 100 000	1,6	5	8,0	2 000 < CS ≤ 5 000	5	1	5	60 000 < CA ≤ 100 000	1,1	5	5,5	C	3	1	3	N2	3	1	3	28.3 < NT ≤ 36.0	V
301 à 600	1	6	6	12%	1,6	1	1,6	20 à 29	2	1	2	1,60% < PF ≤ 2,0%	3	1	3	100 000 < VM ≤ 250 000	1,7	6	10,2	5 000 < CS ≤ 10 000	6	1	6	100 000 < CA ≤ 300 000	1,2	6	7,2	D	4	1	4	N2	3	1	3	36.0 < NT ≤ 45.0	VI
601 à 1000	1	7	7	13%	1,7	1	1,7	20 à 29	2	1	2	2,0% < PF ≤ 2,50%	3,5	1	3,5	250 000 < VM ≤ 500 000	1,8	7	12,6	10 000 < CS ≤ 20 000	7	1	7	300 000 < CA ≤ 600 000	1,3	7	9,1	D	4	1	4	N3	45	1	45	45.0 < NT ≤ 54.6	VII
1001 à 2000	1	8	8	14%	1,8	1	1,8	29 < Ra	2,5	1	2,5	2,50% < PF ≤ 3,0%	4	1	4	500 000 < VM ≤ 1 000 000	1,9	8	15,2	20 000 < CS ≤ 40 000	8	1	8	600 000 < CA ≤ 1 500 000	1,4	8	11,2	E	5	1	5	N3	45	1	45	54.6 < NT ≤ 64.8	VIII
Au delà de 2000	1	9	9	15%	2	1	2	29 < Ra	2,5	1	2,5	3,0% < PF	4,5	1	4,5	1 000 000 < VM	2	9	18,0	40 000 < CS	9	1	9	1 500 000 < CA	1,5	9	13,5	E	5	1	5	N3	45	1	45	64.8 < NT ≤ 75.0	IX

Arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste des documents composant le dossier de qualification et de classification professionnelles des entreprises, des groupes d'entreprises et des groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics.

— — — —

Le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche,

Le ministre des ressources en eau et de l'environnement,

Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,

Le ministre des travaux publics,

La ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret présidentiel n° 15-247 du 2 Dhou El Hidja 1436 correspondant au 16 septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public ;

Vu le décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Sur proposition du comité national de qualification et de classification professionnelles ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 26 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014, susvisé, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste des documents composant le dossier de demande de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

Art. 2. — La liste des documents composant le dossier de demande de qualification et de classification professionnelles des entreprises ou groupes d'entreprises permettant leur identification, doit contenir les pièces suivantes :

- une demande écrite ;
- un formulaire fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;
- une déclaration annuelle des salaires (DAS), composée du bordereau de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la liste visée des salariés ;

— des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de l'entreprise et du groupe d'entreprises ;

— des copies des diplômes du personnel issu des établissements de formation et de l'enseignement professionnels ;

— des copies des documents, attestations et pièces justificatives des plans réalisés de formation, de perfectionnement et de recyclage du personnel recruté et déclaré à la CNAS ;

— un rapport des moyens matériels valorisés d'intervention de l'entreprise et/ou groupe d'entreprises, par famille, établi par un expert dûment habilité ;

— une copie de l'extrait du registre du commerce ;

— une copie des statuts pour les personnes morales ;

— une copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux au centre national du registre du commerce (CNRC), pour les personnes morales ;

— des bilans fiscaux, visés par les services des impôts, indiquant les différents résultats obtenus relatifs à la production vendue au cours des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande de certificat ;

— une attestation fiscale (C20) mentionnant les chiffres d'affaires relatifs à la production vendue des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande du certificat ;

— une copie de la carte du numéro d'identification fiscale (NIF) ;

— des copies des documents administratifs délivrés par le ou les maîtres d'ouvrages au cours des cinq (5) dernières années ;

— des copies des certifications et des mises à niveau ;

— une attestation d'affiliation et de mise à jour délivrée par les caisses de sécurité sociale de l'année de dépôt de demande du certificat (CNAS, CASNOS et CACOBATPH) ;

— une copie du dernier certificat de qualification et de classification professionnelles de l'entreprise et/ou du groupe d'entreprises ;

— un extrait de rôles.

Art. 3. — Pour le groupement d'entreprises, la liste des documents composant le dossier de demande de qualification et de classification professionnelles, doit contenir les pièces suivantes :

— une demande écrite ;

— un formulaire fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;

— une copie du protocole d'accord notarié ;

— une déclaration annuelle des salaires (DAS), composée du bordereau de la caisse nationale des assurances sociales des travailleurs salariés (CNAS) et de la liste visée des salariés de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des diplômes du personnel issu des établissements de formation et de l'enseignement professionnels de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des documents, attestations et pièces justificatives des plans réalisés de formation, de perfectionnement et de recyclage du personnel recruté et déclaré à la CNAS de chaque entreprise constituant le groupement ;

— un rapport des moyens matériels valorisés d'intervention propres ou mobilisables, par famille, établi par un expert dûment habilité de l'ensemble des entreprises constituant le groupement ;

— une copie de l'extrait du registre du commerce de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des statuts pour les personnes morales de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des bilans fiscaux, visés par les services des impôts, indiquant les différents résultats obtenus relatifs à la production vendue au cours des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande de certificat de chaque entreprise constituant le groupement ;

— une copie de la dernière attestation de dépôt des comptes sociaux au CNRC, pour les personnes morales, membres du groupement ;

— une attestation fiscale (C20) mentionnant les chiffres d'affaires relatifs à la production vendue des trois (3) derniers exercices précédant l'année du dépôt de la demande du certificat de chaque entreprise constituant le groupement ;

— une copie de la carte du numéro d'identification fiscale (NIF) de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des documents administratifs délivrés par le ou les maîtres d'ouvrages au cours des cinq (5) dernières années de chaque entreprise constituant le groupement ;

— des copies des certifications et des mises à niveau des entreprises constituant le groupement ;

— une attestation d'affiliation et de mise à jour délivrée par les caisses de sécurité sociale de l'année de dépôt de demande du certificat (CNAS, CASNOS et CACOBATPH) de chaque entreprise constituant le groupement ;

— un extrait de rôles de chaque entreprise constituant le groupement.

Art. 4. — La liste des documents composant le dossier de demande de certificat de qualification et de classification professionnelles de l'entreprise ou groupe d'entreprises nouvellement créés, n'ayant pas encore réalisé un (1) exercice fiscal, doit contenir les pièces suivantes :

— une demande écrite ;

— un formulaire fourni par l'administration, dûment renseigné et visé par le gérant ;

— une liste de l'effectif total déclaré à la CNAS de l'année de dépôt du dossier de demande du certificat ;

— des copies des diplômes universitaires, attestations et certificats du personnel composant l'encadrement technique, administratif et financier de l'entreprise et/ou du groupe d'entreprises ;

— un rapport des moyens matériels valorisés d'intervention propres ou mobilisables de l'entreprise et/ou groupe d'entreprises, par famille, établi par un expert dûment habilité ;

— une copie de l'extrait du registre du commerce ;

— des copies des statuts pour les personnes morales.

Art. 5. — Les documents soumis pour l'obtention du certificat de qualification et de classification professionnelles, engagent la responsabilité du demandeur et toute utilisation par celui-ci pourra lui être imputée dans le cadre des lois et règlements en vigueur.

Art. 6. — Un récépissé de dépôt du dossier complet est délivré à l'entreprise, groupe d'entreprises et/ou groupement d'entreprises.

Art. 7. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016.

Le ministre de l'agriculture,
du développement rural et de
la pêche

Sid Ahmed FERROUKHI

Le ministre
des ressources en eau
et de l'environnement

Abdelouahab NOURI

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme et de la ville

Abdelmadjid TEBBOUNE

Le ministre
des travaux publics

Abdelkader OUALI

La ministre de la poste et des technologies
de l'information et de la communication

Houda Imane FARAOUN

Arrêté interministériel du 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016 fixant la liste nominative des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

— — — —

Le ministre de l'agriculture, du développement rural et de la pêche,

Le ministre des ressources en eau et de l'environnement,

Le ministre de l'habitat, de l'urbanisme et de la ville,

Le ministre des travaux publics,

La ministre de la poste et des technologies de l'information et de la communication,

Vu le décret présidentiel n° 15-125 du 25 Rajab 1436 correspondant au 14 mai 2015, modifié, portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu le décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles ;

Vu l'arrêté interministériel du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 portant désignation des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique ;

Arrêtent :

Article 1er. — En application des dispositions de l'article 14 du décret exécutif n° 14-139 du 20 Joumada Ethania 1435 correspondant au 20 avril 2014 portant obligation pour les entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises intervenant dans le cadre de la réalisation des marchés publics de certains secteurs d'activités d'être titulaires du certificat de qualification et de classification professionnelles, le présent arrêté a pour objet de fixer la liste nominative des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises, groupes d'entreprises et groupements d'entreprises du bâtiment, des travaux publics, des ressources en eau, des travaux forestiers et des travaux des infrastructures passives des télécommunications.

Art. 2. — Le comité national est composé des membres désignés ci-après :

— Abdelkader Kaddour, représentant du ministre de l'intérieur et des collectivités locales ;

— Fatiha Douib, représentante du ministre des finances ;

— Abdelmalek Abdelfettah, représentant du ministre chargé des forêts ;

— Laarej Rabhi, représentant du ministre chargé des ressources en eau ;

— Mohamed El Habib Zehana, représentant du ministre chargé de l'habitat ;

— Toufik Mousli, représentant du ministre chargé des travaux publics ;

— Khadidja Bouzabata, représentante du ministre chargé des télécommunications ;

— Mahmoud Ghouila, représentant de l'union nationale des entrepreneurs publics ;

— Moussa Talaktrane, représentant de l'union générale des entrepreneurs algériens.

Art. 3. — Les dispositions de l'arrêté interministériel du 4 Chaoual 1430 correspondant au 23 septembre 2009 portant désignation des membres du comité national de qualification et de classification professionnelles des entreprises du bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique, sont abrogées.

Art. 4. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 9 Rajab 1437 correspondant au 17 avril 2016.

Le ministre de l'agriculture,
du développement rural
et de la pêche

Sid Ahmed FERROUKHI

Le ministre
des ressources en eau
et de l'environnement

Abdelouahab NOURI

Le ministre de l'habitat,
de l'urbanisme et de la ville

Abdelmadjid TEBBOUNE

Le ministre
des travaux publics

Abdelkader OUALI

La ministre de la poste et des technologies
de l'information et de la communication

Houda Imane FARAOUN